ARTICLE VIII

1. Les droits d'auteur et autres paiements de même nature versés en contrepartie de la production ou de la reproduction d'un œuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique (sauf les redevances et autres paiements de même nature afférents aux films cinématographiques ou aux films utilisés à la télévision), dont la source se trouve dans l'un des territoires et dont bénéficie une personne résidant dans l'autre territoire sont exonérés de l'impôt dans le premier territoire.

2. L'impôt sur les redevances et autres paiements versés en contrepartie du droit à l'utilisation des brevets, dessins, plans, formules et procédés secrets, marques de commerce et autres biens et droits semblables provenant de sources situées dans l'un des territoires et dont bénéficie une personne résidant dans l'autre territoire, ne doit pas dépasser 15 p. 100 dans l'autre territoire.

3. L'impôt sur les redevances et autres paiements de même nature afférents aux films cinématographiques ou aux films utilisés à la télévision, dont la source se trouve dans l'un des territoires et dont bénéficie une personne résidant dans l'autre territoire ne doit pas dépasser 10 p. 100, dans le premier territoire.

4. Si une redevance excède une contrepartie juste et raisonnable à l'égard des droits pour lesquels elle est versée, l'exonération accordée par le présent Article ne s'applique qu'à la portion de ladite redevance correspondant à cette contrepartie.

5. Les alinéas 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas dans le cas où une personne résidant dans un territoire possède un établissement stable dans l'autre territoire et où les sources de revenus qui sont l'objet de ces alinéas proviennent dudit établissement stable. L'Article III de la présente Convention s'applique à ces cas.

ARTICLE IX

1. Sauf dans le cas prévu à l'Article XIII, toute personne résidant dans l'un des territoires est exonérée dans l'autre territoire de tout impôt sur les bénéfices provenant de la vente, de la transmission ou de l'échange de capitaux fixes.

2. L'alinéa 1 ne s'applique pas au cas où une personne résidant dans l'un des territoires possède un établissement stable dans l'autre territoire et où ces bénéfices proviennent de cet établissement stable. L'Article III de la présente Convention s'applique dans ce cas.

3. L'alinéa 1 ne s'applique pas au bénéfice provenant de la vente d'actions de sociétés de la République fédérale, dans laquelle le vendeur possède un intérêt considérable.

ARTICLE X

1. Les rémunérations (autres que les pensions) prélevées sur les fonds publics de l'un des États contractants ou d'une subdivision politique et versées à une personne physique en contrepartie de service rendu à l'État ou à sa subdivision politique sont exonérées de l'impôt dans le territoire de l'autre État si ladite personne physique est citoyenne du premier État.

2. Les dispositions du présent Article ne s'appliquent pas aux sommes versées pour services rendus dans le cadre d'une activité commerciale ou industrielle exercée par l'un ou l'autre des États contractants ou par l'une ou l'autre de leurs subdivisions politiques à des fins lucratives.

ARTICLE XI

1. Les bénéfices ou rémunérations découlant de l'exercice d'une profession (y compris les services rendus à titre d'administrateur) ou d'un emploi, gagnés